

# Le Valais en 1847

## Trois lettres d'un ambassadeur de France

Jean-Charles BIAUDET

En novembre 1846, immédiatement après les événements de Genève<sup>1</sup>, Louis-Philippe prend la décision de rappeler son ambassadeur à Berne, le comte Charles-Edouard de Pontois ; en fonction depuis 1844, son activité passée le rend peu propre à mener à bien la nouvelle politique de rapprochement avec l'Autriche adoptée par la France pour arrêter les progrès du radicalisme en Suisse.

Pour remplacer Pontois<sup>2</sup>, le roi des Français désigne un diplomate qui a déjà une grande habitude des affaires et que « ses sympathies personnelles et notamment ses ardentes convictions religieuses devaient rendre peu suspect de faiblesse envers les ennemis du Sonderbund »<sup>3</sup>, Charles-Joseph-Edmond, comte de Boislecomte. Né en 1796, Boislecomte a été secrétaire d'ambassade à Vienne en 1816 et à Saint-Petersbourg en 1819, avant de représenter la France aux congrès de Troppau et de Laibach, en 1821. Directeur des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères en 1829-1830, il a accompli ensuite diverses missions délicates en Egypte en 1833, puis en Espagne et au Portugal en 1835 et 1836. Ambassadeur à La Haye depuis 1838, il a été fait pair de France par Louis-Philippe en 1845<sup>4</sup>.

Le nouvel ambassadeur arrive en Suisse le 9 décembre 1846, à un moment où la division est plus grande que jamais entre les Confédérés. Après avoir pris le pouvoir à Berne, en janvier, et à Genève, en octobre, les radicaux disposent maintenant de onze voix à la Diète fédérale ; il leur suffit d'en gagner une encore pour avoir la majorité.

Boislecomte a exactement 50 ans. S'il est connu pour avoir été, sous Charles X, un ultralégitimiste invétéré, il est aussi une forte personnalité,

<sup>1</sup> Le 7 octobre 1846, le peuple genevois s'est soulevé et a contraint le Conseil d'Etat et le Grand Conseil à se retirer. James Fazy prend le pouvoir et Genève passe du côté des cantons opposés au Sonderbund.

<sup>2</sup> Le comte de Pontois restera en fonction jusqu'au 7 décembre 1846.

<sup>3</sup> Paul THUREAU-DANGIN, *Histoire de la monarchie de Juillet*, t. VII (Paris 1904), p. 179.

<sup>4</sup> Boislecomte sera révoqué par Lamartine en 1848 et quittera alors le service diplomatique. Il mourra, célibataire, en 1863.

un diplomate animé, pour la tâche qu'il estime être la sienne, du zèle le plus remarquable. Ce zèle, que Talleyrand disait être, pour un diplomate, un défaut capital, Boisilecomte le poussera même si loin que Guizot devra souvent le rappeler à la modération et même, à l'occasion, le désavouer. En Suisse, sa mission est de mettre fin à l'antagonisme qui a existé jusqu'alors entre les diplomaties française et autrichienne, et de favoriser l'ajournement ou au moins l'assoupissement des questions les plus irritantes qui opposent les Suisses les uns aux autres. L'union de la France et de l'Autriche, estime-t-on à Paris, doit leur permettre de travailler de concert à la pacification des esprits, à l'apaisement des passions. Il n'est pas question pour Guizot, même s'il soutient les cantons du Sonderbund et leur envoi des armes, d'intervenir militairement. Il vient d'adresser au comte de Flahaut, pour être transmise à Metternich, sa fameuse dépêche du 22 octobre 1846 :

« Il n'y a pas moyen de douter que l'intervention étrangère n'excite, en Suisse, la plus forte répulsion. Le sentiment de l'indépendance nationale y est général et énergique. Le mot est puissant, même sur les Suisses qui détestent et redoutent le plus ce qui se passe en ce moment chez eux. Pour que l'intervention étrangère y fût supportée, il faudrait que la nécessité en fût évidente, absolue. Elle ne deviendra telle que lorsque les maux de l'anarchie et de la guerre civile seront, en Suisse, non pas seulement une perspective entrevue, une crainte sentie par quelques-uns, mais des faits réels, matériels, pesant depuis quelque temps sur tous. Un cri s'élèvera peut-être alors de toutes parts pour invoquer la guérison. Mais si l'intervention se montrait auparavant, le cri qui s'élèverait serait celui de la résistance. Beaucoup d'honnêtes gens et de conservateurs le pousseraient comme les radicaux, les uns par un sincère sentiment de nationalité, les autres par pusillanimité et contagion. Et les difficultés de l'intervention en seraient infiniment aggravées... En présence de tels obstacles, avec de si mauvais instruments d'action et des chances si incertaines de succès, la sagesse européenne doit dire : Mon Dieu, éloignez de moi ce calice ! »<sup>5</sup>

Bon historien, Guizot a sans doute médité l'exemple de Bonaparte. Mais Boisilecomte, en décembre 1846, n'est pas du même avis que son ministre. Ses opinions personnelles, son cléricalisme prononcé l'ont mis tout de suite en relation de confiance la plus absolue avec les chefs du Sonderbund, avec Siegwart-Müller en particulier, alors qu'il se brouille au contraire, immédiatement, avec les chefs du parti radical. Pas un seul instant, il ne songe à observer ne fût-ce que l'apparence seulement de l'impartialité. Son catholicisme et son conservatisme ne lui font voir qu'une chose : le danger du radicalisme, et qu'un seul moyen d'y parer : l'intervention armée en faveur du Sonderbund.

Après un mois de séjour en Suisse à peine, il est rappelé à Paris. Il quitte Berne le 24 janvier 1847 et, dès son arrivée dans la capitale française, il présente à Guizot, le 27 janvier, un plan de conduite dont les bases sont l'union avec l'Autriche et le principe du respect absolu de la souveraineté

<sup>5</sup> François GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. VIII (Paris 1867), pp. 451-453.

cantonale. Ce plan, présenté comme « devant suffire à arrêter la marche envahissante des radicaux », est rejeté par Guizot, son exécution pouvant forcer la France à une intervention armée<sup>6</sup>. Un second programme est élaboré un mois plus tard, le 26 février, sur les mêmes bases<sup>7</sup>, mais ne visant plus, au dire de Boislecote, qu'à « retarder la marche envahissante des radicaux ». Il recueille l'approbation du ministre des affaires étrangères et les instructions que reçoit l'ambassadeur sont seulement de faire savoir aux Suisses que « si la souveraineté cantonale était lésée, la France examinerait, de concert avec ses alliés, ce qu'elle aurait à faire »<sup>8</sup>. La menace, pense Guizot, doit suffire.

Boislecote est chargé aussi d'entreprendre une véritable tournée à travers toute la Confédération. Guizot voit, à ce voyage, deux avantages. Les communications personnelles de l'ambassadeur avec les principaux magistrats des cantons et l'étude qu'il pourra faire, sur place même, des hommes et des choses ne peuvent que contribuer à éclairer le gouvernement français, et le souverain, sur la situation réelle de la Suisse. D'autre part, le langage amical et les conseils bienveillants que l'ambassadeur fera entendre partout ne pourront avoir qu'un heureux effet, qu'un bon résultat sur l'esprit politique des gouvernements cantonaux.

Guizot revient encore, par la suite, sur un point dont il tient à signaler l'importance à son représentant. « Les cantons radicaux ne sont peut-être pas les seuls sur lesquels il importe d'agir et de peser fortement... Ne peut-on pas craindre en effet que le Sonderbund, fort de l'union de ses membres et de ses succès, ne soit enclin à se laisser emporter au-delà du cercle d'une défense légitime, en se livrant à son tour à des exigences intempestives ou à des provocations déplacées ? On passe aisément d'une défensive victorieuse à une attitude agressive, et c'est là peut-être le péril de la situation. Aussi, tout en continuant de soutenir le principe et les droits de l'indépendance cantonale, devons-nous, en même temps, nous prononcer très haut et très énergiquement, contre toute tentative de guerre civile, de quelque part qu'elle vienne. C'est le véritable but de notre entente avec l'Autriche. Il importe que le caractère d'impartialité en soit bien compris à Lucerne et à Fribourg, comme à Berne et à Liestal, afin que le spectacle et la conviction d'un accord exclusivement dirigé dans l'intérêt de la paix en Suisse, et dans celui de l'humanité, puisse produire tous ses effets. »<sup>9</sup>

Boislecote se scandalise de ce que le ministre puisse envisager le danger venant du parti conservateur, trop confiant en l'appui qu'il reçoit à la fois de la France et de l'Autriche ! « Je voudrais bien, Monsieur, répond-il le 29 avril, que nous puissions déjà regarder ce danger comme le plus grand qui nous restât à éviter. Malheureusement, nous en sommes bien loin encore.

<sup>6</sup> Paris, Archives du Ministère des affaires étrangères, Correspondance politique, Suisse (citée désormais : Paris, AMAE, Suisse), vol. 554, fol. 6.

<sup>7</sup> Second plan de conduite. Paris, AMAE, Suisse, vol. 554, fol. 213-224. Le premier plan de conduite n'a pas été conservé.

<sup>8</sup> Paris, AMAE, Suisse, vol. 554, fol. 6 v.

<sup>9</sup> Guizot à Boislecote, 14 avril 1847. Paris, AMAE, Suisse, vol. 555, fol. 108.

Si, avec ce mot que Votre Excellence m'a chargé de prononcer ici : „ Nous examinerons ”, nous pouvons réussir à intimider et à arrêter l'invasion radicale, ce sera certes un beau résultat, dont l'Europe aura à féliciter le gouvernement du Roi. Mais combien ce résultat est-il encore incertain ! Et l'effet, très réel et très grand que nous sommes parvenus à produire et à maintenir jusqu'à ce moment avec ce seul mot, combien est-il hasardé, fragile !... On parlait des préparatifs de Lucerne ; il y en a sans doute, et de très sérieux. Mais j'ai été à Lucerne, à Schwyz, à Zoug, et nulle part je n'ai vu un soldat. Et depuis huit jours que je suis à Berne, je suis assourdi du bruit des tambours, des gens qui s'exercent à tirer la carabine, des marches et des exercices des soldats. On se croirait dans un camp. Tout ce mouvement militaire trahit ici, fortement, l'esprit guerrier. Or, le Canton de Berne a presque autant d'habitants et de soldats, et deux fois plus de revenu, que tout le Sonderbund. Cette impulsion donnée, s'arrêtera-t-elle devant nos deux mots : „ Nous examinerons ” ? Ce n'est pas absolument impossible ; mais je tromperais étrangement Votre Excellence, si je lui annonçais avec quelque assurance ce résultat. » <sup>10</sup>

C'est dans ces conditions, et avec ces idées, que Boisilecomte arrive en Valais, le 22 mai 1847, après avoir déjà visité la majorité des cantons <sup>11</sup>. Il y arrive, en compagnie du premier secrétaire de l'ambassade, le comte Reinhard <sup>12</sup>, dans un moment de grand remue-ménage, en pleine session du Grand Conseil, au milieu d'une cascade de nominations et de démissions. Les élections au Grand Conseil ont eu lieu en mars ; la campagne fut assez vive et le parti conservateur a amélioré ses positions : le nouveau Grand Conseil compte cinquante-huit conservateurs, treize libéraux et treize radicaux. Les blessures de la guerre civile de 1844 ne sont pas fermées, loin de là. Les chefs radicaux sont toujours expulsés du canton, et le Tribunal central institué en 1844 siège toujours en permanence, ce qui ne contribue pas peu à entretenir la discorde. Les événements de Suisse de leur côté, ou du moins ce que l'on en sait en Valais, ne font qu'accroître encore l'agitation. La situation est grave.

Que va faire Boisilecomte à Sion du 22 au 25 mai 1847 <sup>13</sup> ? Que va-t-il dire à ses interlocuteurs ? Que va-t-il penser des Valaisans ? C'est la question que s'est posée, au moment même, le rédacteur de *L'Observateur*, ce journal

<sup>10</sup> Boisilecomte à Guizot, 29 avril 1847. Paris, AMAE, Suisse, vol. 555, fol. 135-138.

<sup>11</sup> Revenant de Paris, Boisilecomte s'est arrêté à Bâle le 11 mars, puis à Liestal le 12, à Aarau le 13, à Zurich le 15 et le 16, à Schaffhouse le 17, à Frauenfeld le 19, à Saint-Gall du 20 au 23, à Appenzell le 25, à Glaris le 27. De nouveau à Zurich jusqu'au 5 avril, il s'est rendu ensuite à Zoug le 6, à Schwyz le 7, à Lucerne le 8 et le 9, à Soleure le 11 et à Neuchâtel le 12. Il est rentré alors à Berne, le siège de l'ambassade, et y est resté, interrompant sa tournée, jusqu'au 14 mai. Le 15 mai, il s'est remis en route, pour Fribourg d'abord, où il s'est arrêté jusqu'au 17, puis pour Lausanne, où il passe quatre jours, les 18, 19, 20 et 21 mai 1847.

<sup>12</sup> Charles-Frédéric-Albert, comte Reinhard, premier secrétaire d'ambassade à Berne depuis 1837. Il était le fils du comte Charles-Frédéric Reinhard, ministre de France en Suisse de février 1800 à septembre 1801.

<sup>13</sup> De Sion, le 25 mai, Boisilecomte a regagné Berne, d'où il ne repartira plus ensuite que pour se rendre à Altdorf le 7 juin, à Lugano le 10, à Coire le 13, et enfin à Sarnen le 30 juin. Seule Genève n'a pas eu l'honneur de sa visite, ou l'a évitée !



de l'opposition modérée qui a paru, à Sion, de septembre 1846 à février 1848 <sup>14</sup>. Dans le numéro du 29 mai 1847, on trouve ces lignes, qui ne manquent pas d'humour :

« Je ne dois pas passer sous silence un événement qui me cause aussi un plaisir infini ; c'est le parfait accord qui semble régner entre M. l'ambassadeur de France et les diplomates valaisans. Le Conseil d'Etat a donné, le 24 mai, un dîner au représentant du Napoléon de la paix. Le lendemain, nouveau dîner à l'évêché, donné au même personnage. Le Conseil d'Etat y a été invité ; deux de ses membres y buvaient le vin de l'étrier : *Deus nobis haec otia fecit*.

» J'ai un regret, lecteurs, c'est de ne pouvoir vous dire, avant de terminer, quelles sont les impressions que le représentant de la France emporte du Valais, qu'il vient de quitter après y avoir fait une courte apparition. Peut-être, un jour, connaîtrons-nous ce secret. »

Ce secret, nous le connaissons en effet aujourd'hui. Boislecomte, pendant son séjour à Sion, a adressé trois lettres à Paris, qui sont conservées aux Archives du Ministère des affaires étrangères et qui portent, dans la correspondance diplomatique de cet ambassadeur, les numéros 76, 77 et 78. La première est du 23 mai 1847. Elle est un rappel historique des événements de 1844, qui pèsent encore si lourdement sur toute la politique valaisanne. La voici :

Sion, 23 mai 1847.

A Son Excellence Monsieur Guizot

Monsieur,

Je dois, avant de parler de l'état du Valais, établir la séparation de deux principes dont la confusion, faite à dessein par un parti, empêche d'y rien comprendre. Après avoir consulté beaucoup de personnes à Berne et les deux ouvrages historiques que M. Rilliet-Constant a publié sur les derniers événements <sup>15</sup>, les causes et la marche de ces événements restaient pour moi inexplicables, avant qu'on ne m'ait fait ici distinguer l'action, unie d'abord puis séparée, de la lutte entre le Haut et le Bas-Valais, et de la lutte entre les anciennes idées sociales et religieuses et les nouveaux principes libéraux.

Votre Excellence sait que le Haut-Valais, ayant reconquis sur la Savoie la partie inférieure de la vallée du Rhône, la gouvernait par ses châtelains,

<sup>14</sup> *L'Observateur, journal valaisan*, hebdomadaire de tendance libérale lancé le 5 septembre 1846. Animé par l'avocat et ancien secrétaire d'Etat Emmanuel Ganioz (1802-1847) jusqu'au 16 janvier 1847, puis par le notaire Jean-Marie Reynard (1809-1871), il deviendra le *Journal du Valais*, bi-hebdomadaire, du 16 février au 30 décembre 1848, puis, dès le 2 janvier 1849, *Le Courrier du Valais*, organe officieux du gouvernement radical.

<sup>15</sup> Louis RILLIET DE CONSTANT, *Une année de l'histoire du Valais*, Genève, Jullien & fils, 1841, 8°, LXXXII + 372 p.

Louis RILLIET DE CONSTANT, *Le Valais de 1840 à 1844*, Lausanne, Georges Bridel, 1845, 8°, XII + 312 p.

comme Berne gouvernait par ses baillis le Pays de Vaud. La souveraineté résidait dans les sept dizains ou états du Haut-Valais, réunis en une Diète présidée par l'évêque, qui y avait lui-même la voix d'un dizain. Lorsqu'à l'approche des Français, la Diète de Sion avait prononcé l'affranchissement du Bas-Valais, la lutte n'avait pas encore cessé, l'égalité des rapports n'ayant pas encore été établie.

Le Haut-Valais était parvenu à faire organiser, dans la constitution de 1815, la représentation du canton par dizains, en attribuant quatre voix à chaque dizain, et comme il avait sept dizains et, de plus, la voix de l'évêque, qui comptait pour un dizain, et que le Bas-Valais, beaucoup plus peuplé, n'avait que six dizains, la domination lui restait sous une autre forme.

Cette situation, si déplorable au Bas-Valais, lui était devenue tout à fait intolérable après 1830. Son désir de s'en affranchir avait fini par se transformer en un vœu national que toute la population partageait, que le clergé entier acceptait et excitait, et, en tête de tous, les moines augustins et l'abbé de Saint-Maurice <sup>16</sup>.

Le clergé séculier et les Jésuites du Haut-Valais défendaient sa prépondérance, dirigés par l'évêque de Sion, personnellement intéressé au maintien de cette combinaison <sup>17</sup>.

Tel fut le principe de la lutte que tranchèrent la révision et la constitution de 1839, à la votation de laquelle le Haut-Valais refusa de s'associer, ce qui décida définitivement la prise d'armes du Bas-Valais et la défaite des Haut-Valaisans devant Sion le 2 avril 1840.

La constitution du 3 août 1839 accorda à chacun des treize dizains un député sur mille habitants et substitua aux quatre voix de l'évêque deux voix pour le clergé : celle du Haut-Valais portée par le prélat, celle du Bas par un député élu. Dans cette combinaison, le Bas-Valais, peuplé de 43 000 âmes, se trouvait avoir quarante-quatre voix, et le Haut seulement trente-trois, d'après le chiffre de ses 32 000 habitants.

La lutte, ainsi terminée, laissait subsister de pénibles impressions entre les habitants et les clergés des deux Valais ; mais, dans cette lutte, s'était présenté, pour le Bas-Valais, un auxiliaire, dont l'esprit, l'action et le développement, vint (sic) porter ailleurs les passions du pays.

La masse de la population valaisanne, restée catholique sous un évêque qui, autrefois souverain, avait conservé des droits et une influence politique très étendus, s'était maintenue très étrangère aux nouvelles idées libérales, lorsqu'en 1833, la société centrale de la Jeune Europe y avait envoyé quelques émissaires de la Jeune Suisse. Ces émissaires y avaient fondé une société de la Jeune Suisse <sup>18</sup>, qui a survécu à la société mère dissoute dans le reste de

<sup>16</sup> Sur la situation en Valais au lendemain de 1830, voir GÉRALD ARLETTAZ, *Les tendances libérales en Valais (1825-1839)*, Fribourg 1971 (Études et recherches d'histoire contemporaine, Série Mémoires de licence, 11).

<sup>17</sup> Maurice-Fabien de Roten (1783-1843), de Rarogne, curé d'Unterbäch-Bürchen, chanoine de Sion, chantre, évêque de Sion de 1830 à 1843.

<sup>18</sup> Sur la Jeune Suisse, voir Jules-B. BERTRAND, *La Jeune Suisse et ses débuts en Valais, 1835-1840, Annales valaisannes (AV)*, 1936, pp. 134-153, et aussi Rosemarie ROTEN, *Les débuts du radicalisme en Valais, 1840-1848*, Fribourg 1971 (Études et recherches d'histoire contemporaine, Série Mémoires de licence, 12).

la Suisse par le triomphe même de la cause radicale. Quelques personnes, qui ont eu entre les mains les statuts de la Jeune Suisse, m'ont dit que le but indiqué était de faire de la Suisse une république modèle, dont l'action et l'exemple réagiraient sur l'Europe pour en détruire les vieux gouvernements, et de ramener la société et la religion à leur état de pureté primitive. A l'exposé de ce plan étaient jointes quelques pensées et maximes, par exemple : le but justifie les moyens, la vertu est l'action, l'action est la vertu, etc.

On avait, jusqu'en 1839, peu remarqué l'existence de cette société, que l'état du pays forçait de s'entourer de beaucoup de mystère ; elle avait profité de la prise d'armes qui se fit alors pour offrir son concours à la cause du Bas-Valais. Toute organisée, déjà armée, composée d'hommes énergiques, elle avait contribué puissamment au succès de cette cause, et, en y contribuant, elle y avait, en quelques parties, mêlé son esprit.

Les élections qui avaient suivi les événements de 1840 s'étaient ressenties de cette impulsion et avaient composé la majorité du Grand Conseil d'hommes plus rapprochés du parti qui avait en Suisse le plus sincèrement applaudi à leurs succès, plus disposés, par suite, à ménager leur puissant auxiliaire, quelques-uns même, comme MM. Barman<sup>19</sup>, s'en rapprochant par leurs opinions, d'autres, intimidés par son action dans le Valais, par ses alliances au dehors. « La Jeune Suisse, me disait M. de Kalbermatten<sup>20</sup>, caressée par les uns, favorisée des autres, crainte de tous, prit alors, et exerça pendant trois ans parmi nous une domination turbulente et désordonnée, fortement organisée, armée, ayant même réuni dans ses chefs-lieux de Monthey et de Martigny six canons que le gouvernement n'osait lui ôter ; appuyée sur Berne et sur Vaud, excitée par la propagande, à qui la conquête du Valais eût livré l'entrée de l'Italie, elle se regarda comme maîtresse du Bas-Valais et bientôt de tout le pays. Les diatribes de son journal *L'Echo des Alpes*<sup>21</sup> contre le clergé, le brisement des presses de la rivale *Gazette du Simplon*<sup>22</sup>, ses parades scandaleuses, ses violations de domicile, ses bruyantes fraternisations avec les

<sup>19</sup> Joseph-Hyacinthe Barman (1800-1885), de Saint-Maurice, Dr en droit, président du Tribunal de Saint-Maurice, député à la Diète cantonale (1831-1839), député à la Diète fédérale (1838), premier président du Grand Conseil (1839-1841), colonel fédéral (1842), exilé en 1844, chargé d'affaires puis ministre de Suisse à Paris (1848-1857).

Maurice Barman (1808-1878), frère du précédent, président de Saillon (1838-1840), membre du Grand Conseil dès 1831 et, avec quelques interruptions, jusqu'en 1877, chef militaire du Bas-Valais en 1840, conseiller d'Etat (1840-1843), chef du soulèvement de 1844, exilé jusqu'en 1847, président du gouvernement provisoire (1847), membre et président du Conseil d'Etat (1847-1853), conseiller national (1848-1857).

<sup>20</sup> Guillaume de Kalbermatten (1793-1875), de Sion, officier au service de France (1820-1830), commandant de la Vieille Suisse en 1844, conseiller d'Etat (1845-1848), général au service du pape après la chute du Sonderbund. Voir aussi ci-dessous, note 32.

<sup>21</sup> Fondé en janvier 1839, le *Bulletin des séances de la Constituante valaisanne* est devenu, le 4 mai suivant, *L'Echo des Alpes, journal du Valais*. Rédigé par Alphonse Morand (1809-1888), de Martigny, beau-frère de Maurice Barman, journaliste et pamphlétaire de talent, et véritable « penseur du radicalisme valaisan », ce journal peut être considéré comme l'organe de la Jeune Suisse. Il a été supprimé par un décret du Conseil d'Etat du 24 mai 1844.

<sup>22</sup> Journal conservateur bi-hebdomadaire fondé à Saint-Maurice le 25 juin 1842. La destruction de ses presses par la Jeune Suisse, dans la nuit du 12 au 13 avril 1843, mit fin à son existence. Une seconde *Gazette du Simplon*, également bi-hebdomadaire et conservatrice, parut à Sion de 1844 à 1847.

radicaux suisses, ses violences individuelles, soutenues ensuite par l'intervention armée du parti, sa résistance aux tribunaux, ses insultes et ses mauvaises brochures dirigées contre les ecclésiastiques et les magistrats, les exigences impérieuses qu'elle adressait au gouvernement, causèrent dans le Valais plus d'irritation encore que d'effroi. »

Il ne fallait peut-être pas moins que ce froissement continu des sentiments les plus intimes de la population, pour effacer les ressentiments laissés dans les esprits par les événements de 1839 et de 1840. Le clergé, le premier, pensa à arrêter l'invasion radicale, et les abbayes de Saint-Maurice et du Grand-Saint-Bernard, qui avaient été à la tête du mouvement du Bas-Valais, se mirent à la tête de la réaction religieuse. Le clergé du Haut-Valais ne fit pas attendre son concours. Une vaste association, sous le nom de Vieille Suisse, fut étendue par lui parmi le peuple, et lia toutes les parties de la résistance. L'organisation militaire fut confiée, chez l'évêque même, à M. de Kalbermaten, un des chefs de la levée du Bas-Valais en 1840.

« Tout le mouvement de retour qui se fit alors, me disait M. de Cocatrix <sup>23</sup>, fut l'œuvre du clergé ; nos magistrats n'eussent pas eu cette puissance ; le peuple eût vu de leur part des calculs d'ambition et d'intérêt personnel. »

Dès le 15 mai 1843, les élections enlevèrent, dans le Grand Conseil, la majorité au parti libéral. La Jeune Suisse se réjouit de voir approcher le moment définitif de la lutte. Elle organisa un comité central à Martigny ; elle y dicta impérieusement ses ordres aux chefs libéraux qui s'y réunirent à elle, et dans lesquels elle ne vit plus que ses agents, et se crut en état de traiter d'égal à égal avec le gouvernement.

Les événements qui suivirent ne furent plus que le développement de cette situation. La Jeune Suisse était toute armée ; la Vieille Suisse arma, sans que le gouvernement osât se prononcer. La Diète intervint, ordonna la marche d'un corps fédéral, pour prévenir l'effusion du sang. Berne et Vaud, regardant le triomphe de la Jeune Suisse comme assuré, refusèrent de faire marcher leurs contingents et de laisser passer ceux des autres.

Au milieu des hésitations du gouvernement et de l'impuissante intervention de la Diète, M. de Kalbermaten, conduisant 8000 Haut-Valaisans, descendit vers Sion. MM. Barman, Joris <sup>24</sup>, Dufour <sup>25</sup>, y montèrent du Bas-Valais, à la tête de 1500 hommes. Mais, quand les Jeunes Suisses eurent ainsi quitté le Bas-Valais, la population, avec laquelle ils avaient marché et combattu en 1840, se leva sur leurs derrières et trois cents paysans armés vinrent occuper le pont et les bords du Trient pour empêcher leur retour.

<sup>23</sup> Xavier de Cocatrix (1789-1862), de Saint-Maurice, président du dizain de Saint-Maurice, membre du Tribunal suprême (1814), colonel (1828), secrétaire français de la Diète cantonale (1830), baron (1835), conseiller d'Etat (1842), député à la Diète fédérale (1846).

<sup>24</sup> Alexis Joris (1800-1867), d'Orsières, officier au service de France (1822-1830), propriétaire à Illarsaz, chef des corps francs du Bas-Valais en 1843-1844. Exilé en France, il revint en 1847 et sera élu lieutenant-colonel, chef de l'état-major cantonal. Voir A. DONNET, Sur la jeunesse d'Alexis Joris, chef militaire de la Jeune Suisse, *AV*, 1970, pp. 3-103.

<sup>25</sup> Casimir Dufour (1798-1858), colonel, inspecteur des milices (1841-1844), un des chefs militaires de la Jeune Suisse, député au Grand Conseil (1847-1852), vice-président du gouvernement provisoire (2. 12. 1847-11. 1. 1848).

Ce fut sur ce point, et par les coups des Bas-Valaisans, que fut détruite la petite armée de la Jeune Suisse, qui, attaquée à Ardon par M. de Kalbermatten se retirait devant lui. On combattit avec acharnement ; l'exaspération des paysans était extrême. Je fus visiter le champ de bataille avec l'adjoint du maire de Salvan, qui y avait commandé vingt-cinq hommes. « C'était une nécessité d'en finir avec ces gens-là, me disait-il ; ils en avaient trop fait ; il fallait qu'eux ou nous y restassions ; nous ne pouvions plus vivre ensemble. » En une heure de temps que dura le combat, la dixième partie des sept cents hommes engagés y fut tuée ou blessée.

Les débris de la Jeune Suisse se sauvèrent sur le territoire vaudois. Un corps de quatre cents Vaudois, qui était déjà près de Trient, abandonna précipitamment le Valais.

Les Haut-Valaisans, retardés par la rupture du pont de Riddes, arrivèrent après le combat. Ils félicitèrent les Bas-Valaisans, et restèrent quelques jours parmi eux. La réconciliation fut complète entre les deux parties de la population ; elles avaient combattu sous l'impression du même sentiment et, si l'armement des Haut-Valaisans avait été plus général, les Bas-Valaisans s'étaient comportés à Trient de manière à n'être désavoués de personne.

La révision de la constitution (14 septembre 1844) laissa subsister la base de la constitution de 1839, la représentation proportionnelle d'après le nombre des habitants et l'élection à deux degrés ; seulement, elle rétablit la voix personnelle de l'évêque, tout en conservant les deux voix du clergé. La constitution de 1839 avait réduit à un simple *veto* l'ancienne disposition du *referendum*, qui rapproche le gouvernement valaisan des démocraties pures en ne rendant les lois obligatoires qu'après leur acceptation dans les assemblées primaires. La constitution de 1844 rendit aux assemblées primaires la votation complète, à la majorité des membres présents, de toutes les lois passées au Grand Conseil.

Mais, en étendant ainsi les droits du peuple, l'assemblée constituante en obtint un principe qui était, pour ce pays, la condition première d'une administration régulière, et qui n'est pas sans nous toucher nous-mêmes.

Non seulement, ici, le canton et les dizains sont souverains, mais, de tout temps, la commune est souveraine : ce qui fait dans le pays cent cinquante souverainetés, jalouses avant tout de leurs droits et de leur indépendance, se refusant à rien reconnaître de ce qu'elles n'ont pas fait ou sanctionné directement, par exemple notre traité pour régler l'état des Français dans ce canton<sup>26</sup>. L'article 55 de la constitution a stipulé que le Conseil d'Etat doit intervenir dans l'administration des communes toutes les fois qu'il y a réclamation d'un ou de plusieurs intéressés. « Je ne sais pas moi-même, me disait M. de Kalbermatten, comment nous avons pu emporter ce principe. Sans la

<sup>26</sup> Allusion au traité du 30 mai 1827 entre le roi de France et la Confédération helvétique, traité ratifié par le Valais le 22 août 1827 (*Amtliche Sammlung der neuen eidgenössischen Abschiede*, Bern 1876, t. II, pp. 916-919 et 921) et qui stipulait que les Français avaient, en Suisse, les mêmes droits que les Confédérés. La difficulté que signale Boisecomte provenait de ce que les communes avaient le droit, en Valais, de considérer les Confédérés comme des étrangers, ce qui enlevait au traité toute valeur.

confiance et l'abandon qu'entraîne la joie d'un grand succès national et religieux, le pays certainement n'y aurait jamais consenti. Je ne répondrai pas même qu'il en ait bien compris toute la portée. »

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma respectueuse considération.

Le Comte de Boisecomte <sup>27</sup>.

Le 24 mai, Boisecomte dicte un nouveau rapport, présentant les personnes qu'il a rencontrées, abordant certains problèmes, rapportant plusieurs de ses conversations :

Sion, 24 mai 1847.

A Son Excellence Monsieur Guizot

Monsieur,

La difficulté que je trouvais à m'expliquer la nature et la position des questions dans le Valais m'a fait désirer y voir un plus grand nombre de personnes. Je me suis d'abord arrêté dans le Bas-Valais, chez Mgr l'abbé de Saint-Maurice <sup>28</sup> ; puis, à Sion, j'ai vu Mgr l'évêque <sup>29</sup>, M. le chanoine Derivaz <sup>30</sup>, M. Maurice de Courten <sup>31</sup>, président du Grand Conseil, M. Guillaume de Kalbermatten <sup>32</sup>, chef du Conseil d'Etat, et ses collègues MM. Fran-

<sup>27</sup> Paris, AMAE, Suisse, vol. 555, fol. 194-197.

<sup>28</sup> Voir ci-dessous, note 44.

<sup>29</sup> Voir ci-dessous, note 43.

<sup>30</sup> Voir ci-dessous, note 47.

<sup>31</sup> Maurice de Courten (1781-1847), de Sierre, député du Valais à Paris (1810), vice-président du gouvernement provisoire valaisan (1814), trésorier (1817), grand bailli (1833-1835 et 1837-1839), président du Grand Conseil (1843-1847).

<sup>32</sup> En janvier 1847, le premier secrétaire de l'ambassade de France en Suisse, le comte Reinhard, a envoyé à Paris une série de notices sur les personnages les plus en vue des différents cantons. Sur Guillaume de Kalbermatten, il écrit : « M. de Kalbermatten. Il a été capitaine dans les régiments suisses au service de France. En 1844, lorsque le gouvernement eut pris la résolution de faire cause commune avec les volontaires de la Vieille Suisse venus du Haut-Valais, contre les hommes de la Jeune Suisse qui, presque simultanément, étaient partis du Bas-Valais pour Sion, il prit le commandement des troupes envoyées à Monthey et Martigny, et, après le combat du Trient, il occupa militairement tout le Bas-Valais. Il fut nommé alors membre du Conseil d'Etat, et il en est actuellement président. On le représente comme très ferme et énergique, et comme attaché de la manière la plus absolue aux doctrines de l'Eglise catholique. M. Hottinger, secrétaire d'Etat du Canton de Zurich, envoyé dans le temps par son gouvernement à Sion pour tâcher d'obtenir une modification de l'article de la constitution du Valais de 1844 d'après lequel le culte privé même serait interdit aux protestants, a éprouvé sous ce rapport, de sa part, la plus vive résistance. Les cantons du Sonderbund désireraient beaucoup le voir consentir à prendre le commandement de l'armée qu'ils pourraient être dans le cas de réunir, mais on ne sait pas si sa position dans le Valais lui permettra de l'accepter. » Paris, AMAE, Suisse, vol. 554, fol. 168.



çois de Kalbermatten <sup>33</sup>, Clémentz <sup>34</sup>, Gross <sup>35</sup> et Zen Ruffinen <sup>36</sup>, M. le chancelier Ferdinand de Stockalper <sup>37</sup>, deux anciens députés à la Diète, MM. de Cocatrix et Camille de Werra <sup>38</sup>, et plusieurs Français, MM. Nodler <sup>39</sup>, de Saint-Bris <sup>40</sup>, etc.

J'ai été reçu à Sion avec beaucoup d'empressement. M. de Kalbermatten m'offrit un dîner au nom du Conseil d'Etat, Mgr l'évêque en son propre nom. Le soir, une réunion de bourgeois de la ville me donna une sérénade <sup>41</sup>. Je fus invité le lendemain à aller chez Mgr l'évêque voir la procession de Notre Dame auxiliatrice, que l'on célèbre annuellement en action de grâces des événements de 1844 <sup>42</sup>. Je priai Monseigneur de m'excuser sur ce que je ne pouvais prendre aucune participation à une victoire remportée dans une guerre civile.

Je trouve la position du clergé très forte dans ce canton, reposant toutefois sur des bases moins solides qu'à Fribourg. Réfugié dans le droit commun, le clergé ne parle, à Fribourg, qu'au nom de l'intérêt de tous ; à Sion, il a en outre à défendre un intérêt distinct dans la conservation d'immunités et de privilèges maintenus des temps anciens.

Ainsi, il jouit d'une complète exemption d'impôts. C'est un faible avantage dans un pays où il n'y a guère que des contributions indirectes, mais

<sup>33</sup> François de Kalbermatten (1790-1873), de Sion, secrétaire de la chancellerie (1816), secrétaire du Département de police, membre du Conseil d'Etat, chef du Département de l'intérieur (1843-1847).

<sup>34</sup> Joseph-Antoine Clémentz (1810-1872), de Viège, avocat et notaire, député au Grand Conseil (1840-1845, 1847-1871), conseiller d'Etat (1843-1847, 1871-1872), conseiller national (1848-1851), conseiller aux Etats (1856-1857, 1861-1863, 1865-1868).

<sup>35</sup> Joseph-Samuel Gross (1772-1868), de Martigny, notaire, Dr en droit, châtelain de Martigny (1816), député à la Diète cantonale (1827-1831), membre du Tribunal suprême (1831), membre du Grand Conseil (1840-1843), conseiller d'Etat, chef du Département de justice et police (1844-1847).

<sup>36</sup> Ignace Zen Ruffinen (1809-1890), de Loèche, avocat et notaire, membre du Grand Conseil (1841), député à la Diète fédérale (1841-1842), conseiller d'Etat (1843-1847), chef du Département des ponts et chaussées. Après 1848, il reviendra au Grand Conseil (1852-1890) et au Conseil d'Etat (1871-1876) ; il sera encore conseiller aux Etats (1859-1861 et 1876-1878) et conseiller national (1872-1875).

<sup>37</sup> Ferdinand de Stockalper (1785-1855), de Brigue, président du Tribunal central, chancelier d'Etat, député au Grand Conseil (1840-1847), conseiller d'Etat (1847).

<sup>38</sup> Camille de Werra (1814-1875), de Loèche et Saint-Maurice, président du Tribunal de Saint-Maurice (1844-1847), député à la Diète fédérale (1846-1847), secrétaire français du Grand Conseil (1847), conseiller national (1858-1860), conseiller d'Etat (1868).

<sup>39</sup> Nicolas-Thomas Nodler, banquier parisien, colonel de la Garde nationale, propriétaire depuis 1843 d'un domaine agricole de deux cents hectares à Granges, entre Sion et Sierre. Il s'intéressait particulièrement au dessèchement de la plaine du Rhône et il avait obtenu du Conseil d'Etat, en 1845, le privilège exclusif de la fabrication de sucre de betterave.

<sup>40</sup> Personnage non identifié.

<sup>41</sup> Boislecomte est arrivé à Sion le samedi 22 mai au soir. Le dimanche 23 mai, les bourgeois de Sion lui ont donné une sérénade. Il a été reçu officiellement à dîner par le Conseil d'Etat le lundi 24, et il a dîné à l'évêché le mardi 25 mai.

<sup>42</sup> Une fête religieuse d'action de grâces à « la mémoire des journées qui ramenèrent dans le pays l'ordre et la tranquillité », c'est-à-dire en souvenir de la victoire de la Vieille Suisse en 1844, a été célébrée à Sion le lundi 24 mai 1847. On notera l'attitude réservée de l'ambassadeur du roi des Français, qui, quelles que soient ses sympathies personnelles, ne veut pas compromettre, ni laisser compromettre le diplomate accrédité auprès de l'ensemble des Confédérés.



beaucoup d'opinions en sont froissées, et le sont encore plus de ses immunités de juridiction. Il ne reconnaît de juges que ses propres autorités, soit l'évêque de Sion, soit l'abbé de Saint-Maurice, soit le prévôt du Saint-Bernard, avec appel au nonce, qui remplit en Suisse les fonctions de métropolitain, et dernier appel au Saint-Siège. Si le crime poursuivi peut entraîner la peine de mort, l'autorité ecclésiastique dépouille le coupable de sa qualité sacerdotale et le livre au bras séculier.

En partant cependant du XII<sup>e</sup> siècle, où l'évêque exerçait en Valais des droits de souveraineté reçus de l'Empire, son pouvoir politique a toujours été s'amoindrissant. Après avoir été souverain de l'Etat, il en était resté du moins indépendant par son élection, faite par le chapitre même du sein duquel il était tiré. Le chapitre n'a plus que le droit de présentation au Grand Conseil, « et la politique du Grand Conseil », me disait M. François de Kalbermatten, « avait toujours été de préférer entre les quatre candidats celui dont le caractère et les talents inspiraient le moins d'inquiétude. A l'élection de 1843, la gravité des circonstances a fait désirer un prélat qui donnât plus d'appui par la fermeté de son caractère et l'on a choisi Mgr de Preux. » L'abbé de Saint-Maurice et le prévôt du Saint-Bernard continuent à être élus par le chapitre sans intervention de l'Etat.

Il ne reste à l'évêque, de sa souveraineté, que le titre de prince de l'Empire romain ; l'abbé de Saint-Maurice est comte et grand-croix de l'ordre sarde de Saint-Lazare et Maurice.

Avant 1798, l'évêque avait la voix d'un dizain, ce qui était alors le huitième de la représentation. La voix personnelle dont il jouit ne lui donne que la quatre-vingt-quatrième partie de la représentation, mais les deux députés accordés au clergé ont nécessité la formation de deux assemblées électtorales d'ecclésiastiques, ce qui donne au clergé un moyen régulier et public de délibérer sur ses intérêts et de concerter sa marche.

L'évêque de Sion, l'abbé-évêque de Saint-Maurice et le prévôt du Grand-Saint-Bernard constituent dans le pays trois grandes existences, auxquelles la vénération qu'ils inspirent, leurs ressources pécuniaires, le grand nombre de leurs prêtres assurent toujours une puissante influence. L'évêque a sous lui deux cent vingt-quatre ecclésiastiques séculiers, vingt-quatre capucins et quinze jésuites. L'abbé de Saint-Maurice compte trente-six augustins, le prévôt du Saint-Bernard trente-cinq augustins. Le revenu du premier est de vingt-cinq mille francs, celui du second de vingt mille, celui du troisième de quatre-vingt mille. Il faut comparer ces sommes avec les appointements du chef de l'Etat, fixés à deux mille quatre cents francs, avec le revenu de l'Etat, qui ne dépasse pas quatre cent mille francs, avec les fortunes particulières, réputées déjà considérables quand elles atteignent deux à trois mille francs de rente, et au milieu desquelles deux fortunes de quinze à dix-huit mille livres de rente s'élèvent comme tout à fait hors de ligne.

L'instruction publique est entre les mains du clergé. L'instruction savante se donne dans le Collège de Sion, confié aux jésuites, dans leur pensionnat de Brigue et dans le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice. Ce collège réunit seul autant d'élèves — quatre-vingt — que les deux établissements des jésuites. « Notre loi d'enseignement, me disait M. le chanoine Derivaz, n'a pas spécifié que les écoles primaires seraient sous la surveillance du curé ;

elle est partie du principe que cela allait de droit. Cependant on prépare un supplément à la loi ; nous y ferons inscrire ce principe. Dans l'état actuel, les écoles sont soumises à deux surveillances : celle des trois commissaires de la commune, qui rendent compte à la Commission générale des études, composées de deux laïques et d'un capucin, et celle du curé, qui rend compte à l'évêque. Au reste, chaque paroisse a son école, quelques-unes en ont plusieurs, et tous nos paysans savent lire et écrire. »

J'ai indiqué à Votre Excellence le motif qui avait fait choisir Mgr de Preux comme évêque de Sion. J'ai trouvé en lui un prélat très instruit et qui, ayant été à Rome, y a puisé des idées générales ; mais la violence que j'ai remarquée dans quelques-unes de ses expressions m'a fait douter de la force véritable de son caractère. Il appartient à une des grandes maisons du pays <sup>43</sup>.

L'abbé de Saint-Maurice, Mgr Bagnoud, est fils d'un paysan de Sierre <sup>44</sup>. Il a de très bonnes manières et beaucoup d'esprit ; il a montré un véritable courage quand, resté seul à l'Abbaye en 1844, il y a été visité par la Jeune Suisse et par les Vaudois. Son grand vicaire, M. Chervaz, est un homme distingué et aimable, fort au courant des affaires publiques <sup>45</sup>. Je n'ai pas vu le prévôt du Saint-Bernard <sup>46</sup> ; on parle de lui comme d'un homme très capable. Mais la personne qui, dans le clergé, a le plus marqué par son action personnelle est M. le chanoine Derivaz, député du clergé du Bas-Valais et curé d'Ardon, homme d'un caractère positif, d'un esprit pratique et clair, et qui s'est attiré, comme ce rôle l'entraîne toujours dans un ecclésiastique, de violentes inimitiés et l'adhésion passionnée des conservateurs les plus ardents <sup>47</sup>.

A Sion, comme à Fribourg, les membres du gouvernement avec lesquels j'ai été en rapport, se sont accordés à me parler avec éloge des jésuites, comme d'hommes très utiles, prêts à se porter partout et à faire tout ce qu'on désire d'eux, de très bons instruments non seulement pour élever les jeunes gens mais pour aller faire des missions et ramener des paroisses douteuses ; ils exercent ainsi une action efficace et continue, mais en évitant toute direction, apparente du moins ; et, dans la recherche attentive que je faisais des ecclésiastiques qui prennent en Suisse une part personnelle aux affaires publiques, je n'ai pas une seule fois entendu prononcer le nom d'un jésuite. Le

<sup>43</sup> Pierre-Joseph de Preux (1795-1875), de Sierre, Dr en théologie, professeur et directeur du Séminaire de Sion, chanoine, évêque de Sion (1843-1875).

<sup>44</sup> Etienne Bagnoud (1803-1888), d'Icogne, chanoine de Saint-Maurice (1826), élu abbé en 1834, premier évêque titulaire de Bethléem (1840).

<sup>45</sup> Pierre-Didier Chervaz (1799-1875), chanoine de Saint-Maurice, professeur au Collège (1823), aumônier militaire en France (1827-1830), économiste (1831), sacristain (1835), procureur à Rome (1840), vicaire général et official de l'abbaye (1844), député du clergé au Grand Conseil (1845), curé de Collombey (1848-1849), prieur de Vétroz (1852).

<sup>46</sup> François-Benjamin Filliez (1790-1865), de Bruson, chanoine du Saint-Bernard, procureur (1826), prévôt dès 1830.

<sup>47</sup> André Derivaz (1803-1871), de Saint-Maurice, Dr en théologie, chanoine de Saint-Maurice, professeur de théologie et de rhétorique, curé d'Ardon (1831-1868), député du clergé au Grand Conseil (1844-1847). Il incarnait le catholicisme le plus intransigeant et soutint avec fougue les prérogatives du clergé.

pays leur est très attaché dans les deux cantons ; leur collège est la vie même de Fribourg ; un libéral de cette ville me disait : « Je n'aime pas les jésuites, mais s'ils n'étaient pas ici, l'herbe croîtrait dans nos rues. » On tient donc à eux, ici et à Fribourg, non seulement par esprit d'indépendance cantonale, mais pour eux-mêmes. La masse de la population prendrait les armes pour s'opposer à l'exécution du décret, si imprudemment poursuivi à la Diète par Vaud, Berne et les autres cantons radicaux, de les expulser de toute la Suisse.

Dans cette position conservée et dans la valeur personnelle des hommes que je viens de nommer, il y a sans doute tous les éléments d'une forte action sur le peuple, mais je ne vois personne dans le clergé qui puisse à la fois par sa position et par son caractère saisir une direction supérieure dans l'État. C'est la principale différence avec Fribourg, et de là résulte que le personnage le plus considérable est à Fribourg l'évêque<sup>48</sup>, et à Sion M. de Kalbermatten.

La position de M. de Kalbermatten est très particulière. Ayant, en 1844, pris les armes avec l'assentiment libre ou forcé d'un gouvernement formé sous le régime libéral de 1840, porté lui-même par son succès à la tête de ce gouvernement, il n'eût pu renvoyer ses collègues sans déclarer qu'il avait agi sans leurs ordres et sans donner ainsi à l'entreprise qu'il venait d'accomplir le caractère d'une rébellion. Il les a donc conservés et s'est trouvé, avec un Grand Conseil réactionnaire, à la tête d'un gouvernement libéral.

Cette position au reste va se modifier. MM. Zen Ruffinen et Cléménz occupent encore leurs places, mais seulement pour quelques jours. Le Grand Conseil, formé par de nouvelles élections<sup>49</sup>, débute en les remplaçant par M. le colonel Taffiner<sup>50</sup> et par M. Ferdinand de Stockalper, ce qui fera retomber l'opinion libérale en minorité dans le gouvernement, comme elle l'est dans le pays et dans le Grand Conseil. Pour décider l'acceptation de M. le colonel Taffiner, homme généralement estimé et dont on désire beaucoup le concours, M. de Kalbermatten lui a fait offrir la présidence, se plaçant sous lui comme vice-président<sup>51</sup>.

Le Grand Conseil compte, sur quatre-vingt-cinq membres, trente députés libéraux, mais dont le langage reste très contenu. Des quatre dizains qui les ont envoyés, Sion, Viège, Sierre et Martigny, le dernier seul appartient

<sup>48</sup> En 1847, l'évêque de Lausanne et Genève, qui résidait à Fribourg, était Etienne Marilley (1804-1889) ; coadjuteur de Mgr Yenni depuis 1845, il avait été sacré le 15 mars 1846.

<sup>49</sup> Le nouveau Grand Conseil se réunit le 17 mai et appela Maurice de Courten à sa présidence. Il procéda ensuite, le 19 mai, à l'élection du Conseil d'Etat, qui fut très mouvementée, les magistrats élus refusant les uns après les autres d'accepter un mandat. Pour finir le Conseil d'Etat sera composé de : Ignace Zen Ruffinen, président, Guillaume de Kalbermatten, vice-président, François de Kalbermatten, Joseph Gross et Ferdinand de Stockalper.

<sup>50</sup> François Taffiner (1789-1852), de Conches, colonel, commandant en second de la Vieille Suisse. Élu au Conseil d'Etat le 19 mai 1847, il refusa son élection.

<sup>51</sup> A la suite du désistement de François Taffiner, c'est Ignace Zen Ruffinen qui deviendra président du Conseil d'Etat, avec le Département des ponts et chaussées, Guillaume de Kalbermatten devenant vice-président, avec le Département militaire.

au Bas-Valais, où la présence de la Jeune Suisse et le contact avec Vaud animent davantage les passions dans les deux sens. L'opinion radicale, avec ses allures désordonnées et irrégulières qui vont si peu à ce pays, y a perdu du terrain, tandis que les opinions libérales en ont gagné dans le Haut-Valais.

On peut regarder, Monsieur, la masse de la population valaisanne comme attachée à la cause religieuse et politique qui a triomphé en 1844 : le Haut-Valais s'est levé en masse ; le Bas-Valais en eût fait autant, s'il eût été nécessaire. Tous deux n'auraient qu'une volonté et qu'une même action pour défendre l'indépendance cantonale. « Nous ne manquons ni de canons, ni de fusils », me disait M. de Kalbermatten ; « je puis présenter à une invasion, de quelque part qu'elle vienne, 15 000 hommes, armés de carabines et de fusils, et ces hommes se battront comme on se bat pour la foi ; et vous venez de voir la configuration de notre pays : il ne faut pas grand art militaire pour le défendre. »

Je crois donc le Valais, comme Fribourg, comme les petits cantons, très redoutable si on vient l'attaquer, mais je le crois de même peu en état de sortir de chez lui et de porter assistance aux autres ; et c'est ce qui relève encore la mauvaise foi des craintes exprimées contre l'alliance du Sonderbund. M. de Kalbermatten, en retraçant l'histoire des événements de 1844, me fit lui-même fréquemment remarquer combien il est différent de conduire des paysans armés ou des soldats. Les Valaisans, qui n'aiment pas être dérangés de leurs travaux par des exercices militaires, n'offriraient pas même l'organisation des bataillons bernois ; et on se figure difficilement le Valais, avec son revenu de 400 000 francs, soutenant les frais d'une lutte contre Berne, qui dispose d'un revenu de plus de cinq millions de francs.

Si aussi la foi religieuse et l'indépendance cantonale forment le sentiment dominant de la population valaisanne, il ne s'y mêle pas moins au régime établi des principes de dissidence, que le caractère trop absolu de ce régime provoque et qui, s'il ne se modifie pas considérablement, finiront par en menacer l'existence.

Je ne parle pas seulement de la Jeune Suisse, dont les excès et les principes anti-religieux ont, plus peut-être que tout le reste, rejeté le peuple sous l'empire du clergé ; mais une partie déjà considérable de la population désire dans le gouvernement plus de vie, d'action, de principes d'amélioration et de progrès, qui fassent plus largement participer ce pays au développement matériel et intellectuel. Un plus grand nombre encore désapprouve la longueur indéfinie des procédures du Tribunal central<sup>52</sup>, qui, après avoir mis trois ans pour juger cent quatre-vingt-douze accusés sur six cent dix-neuf, et prononcé pour 190 000 francs d'amendes, tient encore sous la crainte de poursuites nouvelles tous ceux qui, à un titre quelconque, se sont compromis dans les événements de 1844.

M. de Kalbermatten, auquel je parlais de ces idées, me disait : « Nous ne sommes pas ennemis du progrès. Nous recherchons nous-mêmes autant que

<sup>52</sup> Le Tribunal central, institué par un décret du 24 mai 1844 et par la loi du 23 juin 1844 pour punir les délits politiques, siègera quatre années durant, jusqu'à la défaite du Sonderbund.

nos faibles moyens nous le permettent, les améliorations. Nous avons même recours aux étrangers quand ils veulent bien nous aider et, dans ce moment, nous donnons tout l'appui possible à deux compagnies françaises, l'une qui reconquiert sur le Rhône des terres submergées<sup>53</sup>, l'autre qui exploite les riches mines de fer d'Ardon<sup>54</sup>. L'agriculture a fait chez nous des progrès assez marquants pour qu'on leur attribue un assainissement de l'air qui a presque fait disparaître le cruel fléau du crétinisme. Je ne pense pas ensuite que personne puisse désirer changer l'état moral de notre population contre l'état moral des Vaudois, et si nous n'avons pas leurs beaux habits, leurs maisons bien peintes, les richesses de leurs tables, il y a incomparablement moins de misère chez nous que chez eux. Dans leurs maisons si soignées, il y a certainement plus de sucre et de café que dans les nôtres, mais souvent moins de viande et de pain. Il est bien rare chez nous qu'une de nos familles de paysans ne mange pas de viande chaque jour, sauf les jours d'abstinence ; ne fût-ce qu'un petit morceau de salé, il lui faut de la viande tous les jours ; les familles les plus pauvres tuent chaque année une vache, un cochon et quelques moutons. Tout le monde connaît chez nous la jouissance de la propriété ; les communes ont divisé leurs biens aux familles qui en manquaient : la concession est faite à chacune sous la condition qu'elle reste dans le pays, et qu'elle jouisse de son bien sans le vendre et sans le laisser grever d'hypothèques. Si elle quitte le pays, le bien revient à la commune qui le distribue à une autre famille. Quant à la liberté politique et à la participation des habitants au gouvernement de l'Etat, la part qui leur est faite ici est beaucoup plus grande que celle qu'ils ont dans le Pays de Vaud. A Lausanne, le gouvernement *peut*, à Sion il *doit* procurer à ses lois l'assentiment de la généralité des citoyens réunis en assemblées primaires. Tout cet ensemble constitue pour notre population un état de bien-être matériel, de simplicité de vie, d'absence de besoin, et enfin de sentiments, auxquels un gouvernement serait coupable de toucher avec légèreté. »

— « Aussi n'est-ce pas sur cela que s'arrêteront mes observations », répondis-je à M. de Kalbermatten, « mais sur le système infiniment trop prolongé de vos procédures et de vos vengeances politiques. »

Je prie Votre Excellence de me permettre de renvoyer à une autre dépêche les conversations que j'eus sur cet objet avec Mgr l'évêque et avec M. de Kalbermatten ; elles achèveront la peinture de l'état politique du Valais.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma considération respectueuse.

Le Comte de Boisilecomte<sup>55</sup>.

<sup>53</sup> Voir ci-dessus, note 39.

<sup>54</sup> La fonderie d'Ardon, exploitée dès le XVIII<sup>e</sup> siècle par le Genevois Jean-Daniel Liotard, avait été rachetée en 1823 par un maître de forges français, Jacques Grasset, d'Alleverd. Il constituera par la suite, en 1827, avec des banquiers et des commerçants genevois, une société anonyme : la Société des forges d'Ardon, qui occupera jusqu'à quatre cents ouvriers. En 1840, l'établissement est repris par le Vaudois Frédéric Kohler (1793-1862), jusqu'en 1847, date à laquelle se constitue une nouvelle Société des forges d'Ardon. Les forges d'Ardon cesseront toute activité en 1869. Voir Henri MICHELET, *Industries bas-valaisannes* (1800-1850), *Vallesia*, XXIII-1968, pp. 133-203.

<sup>55</sup> Paris, AMAE, Suisse, vol. 555, fol. 200-205.

La dernière lettre de Boisilecomte sur le Valais n'est pas moins intéressante que les précédentes. Elle révèle l'implacable opposition des partis, la division au sein même du Conseil d'Etat et les conséquences tragiques de la crise de 1844. Elle montre bien aussi la politique de l'ambassadeur du roi des Français. Pour pouvoir soutenir à fond les cantons sonderbundiens, il voudrait qu'on ne pût pas leur faire les reproches d'excès et d'intolérance dont ils accablent les cantons radicaux. Pour cela, Boisilecomte s'efforce d'amener Mgr de Preux et Guillaume de Kalbermatten à la modération. L'intransigence de l'évêque le préoccupe et le long plaidoyer du président du Conseil d'Etat, qu'il rapporte mot à mot, ne le convainc pas. Ni l'un, ni l'autre ne veulent comprendre que, dans cette année 1847 que les historiens suisses appelleront l'année tragique, ce n'est pas le Valais seulement qui est en cause.

Sion, 25 mai 1847.

A Son Excellence Monsieur Guizot

Monsieur,

La situation du Valais, telle que je viens de l'exposer à Votre Excellence, présentait, dans la longueur interminable de ses procédures judiciaires, un vice principal, qui, non seulement exaspérait la population du pays, mais se plaçait comme un obstacle aux dispositions à la réconciliation qui se faisaient voir sur quelques points de la Suisse. « Savez-vous ce qu'on me répond, quand je parle de conciliation, disais-je à ces Messieurs : Que voulez-vous que nous fassions avec des gens qui ont des rancunes de trois ans ! »

C'est sous ce rapport que j'attaquai la question, d'abord avec Mgr l'évêque, de la part de qui quelques paroles m'avaient fait craindre peu de dispositions à la conciliation. « Je ne connais pas assez ce canton, lui dis-je, pour juger de l'effet qu'ont ici vos longues procédures ; mais que peut-on penser d'un gouvernement qui, pour un événement passé depuis trois ans, tient une partie de sa population en jugement ou sous la crainte d'un jugement ? Que dire d'un système qui prolonge cette situation pour en faire un moyen électoral, en écartant, par des mandats de mise en accusation, ceux dont il craint la concurrence dans les élections ? Je craindrais bien plutôt, pour moi, que, par cette conduite, on n'aliène plus de députés que l'on n'écarte d'électeurs, et que la majorité acquise ne s'en trouve un jour sérieusement compromise. »

Mgr l'évêque s'excusa sur l'esprit de la population, et sur la crainte qu'elle éprouve de voir ceux qui ont blessé tous ses sentiments se replacer à la tête de l'Etat après leur défaite. Il insista sur l'impossibilité de pardonner à des gens qui ne montrent aucun repentir de ce qu'ils ont fait.

Après avoir combattu ces idées, je rappelai le juste hommage que l'Europe entière rend à la cause catholique en Suisse, à l'union, à l'énergie, à la fermeté de principes qu'elle y montre au milieu de l'anarchie protestante, et j'insistai sur la nécessité d'écarter d'elle la seule tache que l'on y signale dans ces longues et rancuneuses procédures, qui ont indisposé tant d'esprits dans le Valais, à Fribourg, à Lucerne.



Je ne puis pas dire que je produisis beaucoup d'effet sur Mgr l'évêque. Du moins avait-il avec lui un ecclésiastique qui se montrait singulièrement contrarié de mon discours, qu'il se sera chargé de commenter ensuite à Monseigneur. Je n'en repris pas moins la même conversation avec M. de Kalbermatten.

« Je conçois le sentiment que vous m'exprimez, me répondit M. de Kalbermatten, et vous ne pouvez même guère en éprouver un autre. Mais il sera juste aussi de ne pas nous trop séparer de nos conditions exigées et des circonstances qui nous entourent. Ici, le peuple a gouverné de tout temps ; l'existence de nos familles n'est qu'un acte de sa souveraineté : soit habitude, soit confiance, son vote se reportait volontiers sur nous ; mais, à chaque élection, il pouvait nous retirer le pouvoir qu'il nous avait donné dans l'élection précédente. Un gouvernement aussi essentiellement démocratique a donné au peuple des exigences et des passions auxquelles, tout en cherchant à les tempérer, nous ne pouvons briser en face. C'est une nécessité que reconnaissait M. Druey lui-même, quand il disait à M. de Courten <sup>56</sup> : „ Vous gouvernez d'après le sentiment de votre population ; je vous en estime, et j'en fais ici de même. ”

» Lorsque les Haut-Valaisans s'armèrent sur mon invitation, ils me dirent qu'ils comptaient bien que le but de l'armement serait obtenu et que les ennemis de l'ordre public et de la religion seraient mis hors d'état de relever la tête. Je le leur promis, mais en leur disant que la vengeance appartient aux tribunaux et qu'il n'est loisible à personne de la prendre soi-même. „ Eh bien, nous ne ferons pas justice, dirent-ils, mais à la condition qu'on nous la fera. ”

» Notre conduite dans la guerre civile a présenté un complet contraste avec celle de la Jeune Suisse. Aucun des nôtres n'a rien pris ; leurs rations militaires ne suffisaient pas à leurs habitudes : ils achetaient et payaient ce qu'il leur fallait de plus. On a compté qu'il en avait coûté à chaque paysan du Haut-Valais de 6 à 7 francs ; c'est 30 à 40 000 francs ; c'est énorme pour eux. Pouvions-nous ensuite aller leur demander de payer encore les désordres des Jeunes Suisses et les dépenses faites pour les réprimer ?

<sup>56</sup> Maurice de Courten (voir ci-dessus, note 31) ou son fils Adrien de Courten (1806-1887), alors député du Valais à la Diète fédérale. Dans ses notices de janvier 1847, Reinhard le présente ainsi à Guizot : « M. Adrien de Courten. C'est lui qui, en 1844, a décidé, sans ordre du gouvernement du Valais, la marche des volontaires du Haut-Valais vers Sion, à laquelle le gouvernement doit de n'avoir pas été renversé par la Jeune Suisse. Il a représenté son canton à la Diète en 1844, 1845 et 1846. Ses manières chevaleresques, son langage pittoresque, empreint de la conviction la plus profonde, lui assurent parmi les défenseurs de la cause catholique une place distinguée, et ses adversaires eux-mêmes ne peuvent lui refuser leur estime. Il a été élevé au Collège des jésuites de Brigue et, dès qu'il trouve une occasion pour le dire, il le proclame avec orgueil. Son père, M. Maurice de Courten, qui a été grand bailli du Valais du temps de la constitution de 1814, préside aujourd'hui le Grand Conseil. Son oncle (Pierre de Courten), qui s'était mis à la tête des hommes du Haut-Valais en 1840, a été tué par eux, lorsque, obligés de se retirer devant les troupes du Bas-Valais qui venaient occuper Sierre après avoir continué leur marche malgré les ordres de la Diète qui prescrivait aux deux partis de cesser leurs préparatifs militaires et auxquels le Haut-Valais seul avait obéi, il se crurent trahis par lui. » Paris, AMAE, Suisse, vol. 554, fol. 168 v.



» Je vous assure, Monsieur l'Ambassadeur, que, dans toute cette expédition, j'ai eu constamment en vue de préserver les Jeunes Suisses, pour lesquels je craignais l'excès de l'irritation qu'ils avaient inspirée. M. Barman était venu chez moi. Il s'y était comporté d'une telle manière qu'il a précipité la fin de ma mère <sup>57</sup>. J'ai mis une garde à sa maison, et il n'y a pas été pris une fleur ! Au fait, ensuite, si vous prenez toutes nos rigueurs, vous verrez que tout s'est borné à des amendes, dont nous ne recouvrerons peut-être pas 30 000 francs, et qu'il n'y a pas en ce moment un seul homme dans nos prisons. Chacun est fort tranquille chez soi pendant qu'on lui fait son procès.

» Aussi, les radicaux eux-mêmes ne se sont-ils pas du tout montrés empressés d'en finir ; nos formes sont très lentes ; ils se sont appliqués encore à les prolonger par mille subterfuges : ils espéraient qu'on abandonnerait le procès par lassitude, peut-être par crainte. Dès 1845, je leur ai offert une amnistie. On parlait que le Valais serait attaqué. Je m'adressai aux principaux des inculpés. Je leur dis : „Voilà une belle occasion ; on vient nous attaquer ; il ne s'agit plus de nos opinions, mais de notre indépendance. Offrez vos services au gouvernement : il y répondra par une amnistie et une réconciliation générale.” Ils pensèrent que si cette conduite les réhabiliterait comme Valaisans, elle les perdrait comme radicaux ; ils préférèrent leur parti politique à leur nationalité et me dirent : „Donnez d'abord l'amnistie.” En ce moment, c'eût été une lâcheté ; il n'en a plus été question.

» Dès le commencement, et pendant tout ce temps, et encore maintenant, on offre le pardon à tous ceux qui le demanderont ; aucun ne le fait ; et avec une dizaine de leurs chefs, que Vaud se fait un plaisir de retenir à Aigle même, et tout le long de notre frontière, ils sont engagés dans de continues machinations. Il n'y a que quelques mois que, du Pays de Vaud, on leur a fait distribuer encore six francs par tête. Avec ces menées, ils entretiennent l'irritation contre eux ; ils le savent et ils continuent ; et cependant, sur le bruit renouvelé que le Valais serait attaqué, ils ont craint d'être massacrés et se sont adressés à moi pour me demander de les protéger contre le peuple. »

Je répondis à M. de Kalbermatten que rien de tout cela ne justifiait à mes yeux une procédure de trois ans ; que ce n'était d'ailleurs pas dans l'intérêt des Jeunes Suisses que je lui parlais, mais dans son propre intérêt et dans la vue de l'effet à produire au dehors et de la réconciliation. « Mais que voulez-vous que nous fassions sur l'indépendance judiciaire ? La constitution décrète pour ces cas un Tribunal central ; nous l'avons institué et ne pouvons que le laisser agir ; tant qu'il existe, il est supérieur à notre pouvoir. » — « D'abord, j'eusse voulu que vous le composiez de juges plus modérés ; ensuite, comme je désire surtout pouvoir montrer de votre part une disposition à la conciliation, je vous demande d'adresser au Tribunal central une invitation officielle que l'on puisse produire et citer, pour l'engager à hâter sa procédure, non dans le sens de punir plus tôt, mais dans le sens de ne pas

<sup>57</sup> La mère de Guillaume de Kalbermatten, Marie-Estelle de Bouyer, d'origine française, est morte en 1843 (*Almanach généalogique suisse*, VI, p. 324) ; nous ne savons où ni comment.

prolonger indéfiniment les inquiétudes et les souffrances des familles.» — « J'en parlerai au Conseil, me dit M. de Kalbermatten ; peut-être ceci pourra-t-il se faire. »

Avant cette conversation, j'avais eu occasion de reconnaître combien la question de l'amnistie préoccupait les esprits et y jetais d'aigreur. Trois des quatre collègues de M. de Kalbermatten, MM. Clémentz, Zen Ruffinen et Gross étaient venus m'en parler, me priant de ne rien croire de ce qu'on me dirait que le peuple voulait ces rigueurs. « Le peuple n'y pense pas ; mais d'autres hommes veulent prolonger leur pouvoir arbitraire, et d'autres ne craignent pas d'en faire une arme électorale. » M. de Kalbermatten, de son côté, ne s'en était pas exprimé avec moins de ressentiment. « Des personnes vous auront parlé de faire finir la procédure, me dit-il ; défiez-vous de leurs paroles : la procédure a conduit sur la trace de culpabilités qu'on a intérêt à protéger. On veut l'étouffer à tout prix. » Au moment de mon départ, le quatrième membre du Conseil d'Etat, M. François de Kalbermatten, me dit : « Nous avons été bien heureux de la manière dont vous avez parlé ; ça aura un grand effet. » M. Guillaume de Kalbermatten était donc le seul, dans le Conseil d'Etat, contre l'amnistie, mais il y était avec la grande majorité du Grand Conseil et du clergé, c'est-à-dire avec toute la force dominante du moment.

Je n'en crus pas moins devoir aborder avec lui une autre question de même nature.

« J'ai encore un grief contre vous, lui dis-je, et je vous assure que, simplement comme catholique, j'en ai plus d'une fois souffert. Vos dernières constitutions interdisaient l'exercice *public* d'un autre culte ; en effaçant, dans celle de 1844, le mot public, vous vous êtes attribué le droit d'aller chercher dans l'intérieur des familles ce que chacun pense et comment chacun prie : il n'y a rien de plus odieux et plusieurs cantons, même des moins malveillants pour vous, se sont empressés de déclarer qu'ils refusaient de garantir votre constitution devant un tel acte d'intolérance. »<sup>58</sup>

« Toute l'histoire de (la) Suisse, et encore plus celle de nos jours, me dit M. de Kalbermatten, nous a mieux fait apprécier l'avantage de n'avoir qu'une seule religion dans notre canton. Nous rédigeons sous cette impression la constitution, quand on annonça qu'un célèbre prédicateur méthodiste s'était introduit chez nous. Il payait les parents pour qu'on lui livrât des enfants à instruire, et inquiétait toute la population. On lui avait fait des représentations ; il avait répondu que, ne suivant pas un culte public, il était protégé par la loi. On adopta donc le principe, pour aviser à des cas exceptionnels. Mais, à la Diète suivante, nous avons donné la déclaration officielle que nous laisserions chacun croire et pratiquer chez lui ce qu'il veut ; et, allant même de suite plus loin, nous n'avons pas hésité à autoriser le culte public protestant, quand il ne compromettrait pas la tranquillité du pays. Ainsi, chaque année, aux bains de Louèche, un ministre réformé vient et fait le service à tous ceux de sa communion. »

<sup>58</sup> Sur cette question de l'interdiction par la constitution de 1844 de tout culte, même privé, autre que le culte catholique, voir Léopold BORTER, L'Eglise, le clergé et l'Etat du Valais, 1839-1849, AV, 1964, pp. 243-420, plus spécialement pp. 317-318.

« J'eusse de moi-même pensé qu'il en était ainsi, répondis-je ; mais le mauvais effet n'en subsiste pas moins, et si vous trouvez moyen d'effacer ce principe, vous devez le faire. Car les Valaisans ne sont pas seuls en Suisse, et les gouvernements protestants y font payer cher à vos frères catholiques l'insertion d'un principe d'intolérance dans vos lois. »

Les explications que j'eus avec ces Messieurs du Valais roulèrent sur ces deux points, sur les dispositions plus favorables à une conciliation que j'avais trouvée en différents cantons, et sur la protection que j'avais à en réclamer, contre l'esprit communal, en faveur des Français établis parmi eux. Parmi les autres renseignements que je recueillis, je citerai ma conversation avec M. le chanoine Derivaz, que l'on m'avait représenté comme plus particulièrement au fait de l'esprit et du caractère de ses compatriotes. Je lui demandai s'il y avait ici un esprit suisse, si l'on y connaissait la patrie suisse ?

« Ce mot, me répondit-il, est assez peu usité ici. Le peuple connaît les petits cantons, leur est très attaché ; c'est proprement, pour nous, toute la Suisse ; et cela d'autant plus naturellement qu'avant de faire partie du Corps helvétique, nous étions liés aux petits cantons par une alliance solennelle que l'on renouvelait tous les deux ans. Nous ne connaissons guère les autres cantons que par leurs mauvais procédés et par leur ingérence dans nos affaires. Berne et Vaud sont généralement détestés, depuis surtout que les radicaux nous menacent chaque jour de nous faire châtier par eux. On a conservé le souvenir des pillages exercés par les Vaudois en 1798 ; leurs incitations à nos radicaux, leurs invasions, et leur lâcheté en 1844, étaient peu propres à nous réconcilier avec eux. Ils viennent, de plus, de faire, contre une partie de notre clergé, un acte d'un arbitraire tout-à-fait inattendu. Les abbayes de Saint-Maurice et du Saint-Bernard ont chez eux des biens ; ils ont déclaré que tous les biens mainmortables doivent payer tous les trente ans une année de leurs revenus, et que les trente ans commencent en 1847<sup>59</sup>. Comme ils n'ont pas à eux de biens mainmortables, ils ne voulaient que tirer de l'argent de nos couvents. L'Abbaye de Saint-Maurice en est pour 16 000 francs, et celle du Saint-Bernard pour 13 000. Toutes ces circonstances, et la double répugnance inspirée par le protestantisme et par le radicalisme, nous tiennent la population de Vaud à peu près étrangère, malgré le double lien de la proximité et de la langue ; et une des raisons qui ont fait interdire ici l'exercice du culte protestant, était la crainte de nos Valaisans de voir les Vaudois acheter des terres et s'établir parmi eux. Quant à nos autres voisins les Tessinois, on professe aussi pour eux fort peu d'estime : les libéraux y sont criards et fort peu redoutables ; le peuple est bon, mais intimidé par ses chefs. Au reste, de quelque côté que l'on vienne, soyez certain que l'on trouvera ici une résistance énergique : le peuple veut son indépendance et il la défendra. »

<sup>59</sup> Le décret du Grand Conseil vaudois du 1<sup>er</sup> juin 1846 porte, à son article 1<sup>er</sup> : « Il sera perçu un droit du 4 % de leur valeur vénale sur tous les immeubles situés dans le canton appartenant à des mainmortables tant indigènes qu'étrangers », et à son article 6 : « Les immeubles soumis au droit mentionné dans le présent décret ne pourront être soumis à un impôt de même nature, représentant le droit de mutation, avant qu'il se soit écoulé au moins trente ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1847. » *Recueil des lois, décrets et autres actes du gouvernement du Canton de Vaud*, tome XLIII-1846, pp. 313-316.

MM. de Courten et de Kalbermatten me dirent presque les mêmes paroles. Je trouvai, cependant, ce dernier très frappé de la puissance de Berne. « Le canton de Berne est trop grand, disait-il ; le sentiment même qu'il a de sa puissance le porte à vouloir sans cesse forcer l'indépendance des autres cantons et le rend dangereux à la liberté de la Suisse. »

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma considération respectueuse.

Le Cte de Boisecomte <sup>60</sup>.

Les textes ne disent pas ce que Guizot a pensé de la politique du Valais, ni des ecclésiastiques et des magistrats valaisans, tels que les lui présentait son envoyé en Suisse. Il connaissait personnellement la Suisse, pour avoir vécu longtemps à Genève, où il avait fait ses premières études et où il avait subi des influences qui ne devaient jamais s'effacer <sup>61</sup>. Rien toutefois ne permet de dire s'il connaissait ou non le Valais.

Quant à Boisecomte, il rentrera directement de Sion à Berne, pour y apprendre que Saint-Gall a décidé de joindre sa voix — la douzième, la voix du destin — à celles des cantons opposés au Sonderbund ; pour apprendre aussi que la présidence du gouvernement bernois, et par là même celles du Directoire et de la Diète fédérale, a été confiée à Ochsenbein, l'ancien chef des corps francs contre Lucerne, la bête noire de l'ambassadeur ! Et il ne lui faudra que quelques semaines pour constater qu'il se faisait des illusions quand il déclarait à son ministre, le 24 mai, « le Valais, comme Fribourg, comme les petits cantons, très redoutable si on vient l'attaquer ».

<sup>60</sup> Paris, AMAE, Suisse, vol. 555, fol. 206-210.

<sup>61</sup> Voir Charles-H. POUTHAS, *La jeunesse de Guizot (1787-1814)*, Paris, 1936.